

Le marathon des prochaines élections fédérales

Autor(en): **Wenger, Susanne**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **46 (2019)**

Heft 1

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912742>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le marathon des prochaines élections fédérales

Lors des dernières élections, il y a quatre ans, la Suisse a viré à droite. Quels ont été les effets de ce changement? État des lieux de la politique suisse au début de l'année électorale 2019.

SUSANNE WENGER

En novembre 2015, l'analyste politique de la «Revue Suisse» écrivait au vu des résultats des élections fédérales: «Nous devons tant bien que mal nous préparer à traverser une période difficile et fortement agitée». Selon lui, la concordance, système suisse de partage du pouvoir qui a fait ses preuves, était en danger.

Que s'était-il passé? Avec 30 % des suffrages, l'Union démocratique du centre (UDC), parti nationaliste et conservateur, avait battu un record. Depuis l'instauration de la proportionnelle en 1919, aucun parti n'avait atteint un pourcentage de voix aussi élevé lors d'une élection. Au final, le Conseil national avait glissé à droite: l'UDC et le PLR, également bourgeois, s'étaient assurés une courte majorité avec les petits partis de droite. Une nouveauté en Suisse.

Quatre ans après, et à quelques mois des prochaines élections, on constate que la période a bien été agitée, mais pas forcément en Suisse. Comparée à l'élection de Trump, au



vote en faveur du Brexit et aux victoires des partis populistes en Allemagne et en Italie, la Suisse a été un havre de stabilité, même si les débats sont restés polarisés, les discussions progressant peu sur les projets importants, tels que la clarification des rapports avec l'Union européenne (UE).

Le glissement à droite n'a pas déstabilisé la Suisse

Peu après le scrutin de 2015, Guy Parmelin est devenu le deuxième membre de l'UDC à être élu à la tête du pays. Les quatre principaux partis étaient à nouveau représentés de manière proportionnelle au sein du Conseil fédéral (2 UDC, 2 PS, 2 PLR, 1 PDC), ce qui a provisoirement mis un terme aux querelles sur la répartition des sièges. De plus, le glissement à droite du Conseil national n'a pas déstabilisé le paysage politique suisse aussi fortement que cela avait été dit. Le vote du bloc conservateur a certes été déterminant pour faire avancer certains projets dans les domaines de la



Chaque année, les conseillers courent autour du Palais fédéral lors de la traditionnelle «Parlamotion». Mais pour faire son entrée au Palais fédéral, il faudra d'abord courir le marathon des élections. Photo: Keystone

finance et de la politique sociale. Le Parlement a protégé le secret bancaire en Suisse et permis la surveillance des assurés sociaux par des détectives.

Cependant, la Suisse est restée au centre-gauche pour la question de la transition énergétique: la sortie du nucléaire est chose acquise. L'UDC et le PLR n'ont pas su y opposer un front commun en raison de leurs désaccords. Leurs positions sont aussi diamétralement opposées sur l'Europe: l'UDC est prête à dénoncer l'accord de libre circulation des personnes conclu avec l'UE, ce que refusent les libéraux au motif de répercussions néfastes sur l'économie. Parfois, le Conseil des États a stoppé les élans droitiers du Conseil national, par exemple lorsque celui-ci a voté des économies sur les prestations complémentaires des personnes âgées et des handicapés. Même si le PLR et le PDC, les partis bourgeois modérés, sont traditionnellement les plus influents au Conseil des États, le PDC et le PS peuvent aujourd'hui former une majorité.

L'UDC freinée dans sa course

Après nombre de succès électoraux, l'UDC a dû lever le pied. Pendant des années, elle avait réussi à recueillir la majorité des suffrages avec ses initiatives contre l'Europe et contre l'immigration. Mais en 2016, surprise: le peuple et les cantons ont clairement rejeté l'«initiative de mise en œuvre». L'UDC voulait renforcer le contrôle du renvoi effectif des étrangers criminels, principe déjà accepté par le peuple. Une alliance composée de représentants de la politique, de l'économie, des sciences, de la culture et de la société civile, considérant que l'initiative allait trop loin, mettait en garde contre la mise à mal du partage du pouvoir et des droits fondamentaux.

«La votation a été une césure», dit le politologue Michael Hermann (cf. interview). Selon lui, les électeurs ont également bridé une certaine mainmise de l'UDC. Le vainqueur de 2015 a senti le vent tourner. Lors des votations, il était plus isolé, perdant des sièges aux élections cantonales. Selon le baromètre électoral de la RTS, il aurait perdu du terrain au niveau national si les élections avaient eu lieu en automne dernier, tout en restant, et de loin, la formation politique la plus importante. En revanche, le PLR, le PS et les Verts peuvent espérer une hausse de leurs suffrages.

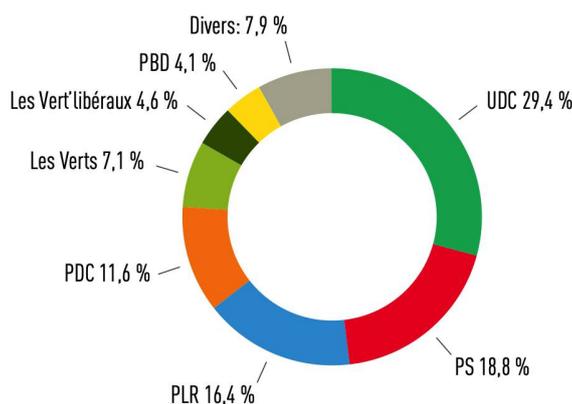
Les Verts progressent et le PS reste stable

En Suisse, la politique n'est pas seulement marquée par les partis, mais également par les sujets d'actualité. Il y a quatre ans, le PS en a profité, ses thèmes favoris, les réfugiés et l'immigration, faisant partie des préoccupations des électeurs. Entre-temps, d'autres sujets intéressent davantage les gens: la prévoyance vieillesse et l'augmentation annuelle des primes d'assurance maladie obligatoire. De plus, l'été chaud

Élection du Conseil national et du Conseil des États en 2019

Les élections fédérales auront lieu en Suisse le 20 octobre 2019. Les électeurs de Suisse et les Suisses de l'étranger autorisés à voter éliront les deux chambres pour les quatre années à venir: le Conseil national avec 200 sièges, le Conseil des États avec 46 sièges. Le Conseil national, la grande chambre, représente le peuple. Le Conseil des États, la petite chambre, représente les cantons.

Lors des élections de 2015, les partis ont obtenu les suffrages suivants:



et sec de 2018 a fait de l'environnement un des thèmes électoraux prioritaires. Les partis ont réagi. En 2019, le PS et le PDC veulent marquer des points avec des initiatives populaires sur les coûts de la santé, le PLR a présenté un programme de réformes sur cette question et les Verts parlent de «Klimawahlen» (élections «climat») et se sentent confortés dans leur thème de prédilection.

Le PS, deuxième formation politique de Suisse, a légèrement le vent en poupe. Alors que les sociaux-démocrates essuient des revers historiques dans les pays voisins, par exemple en Bavière, le PS suisse a gagné des sièges dans les parlements cantonaux. Il entend représenter un contre-pouvoir au glissement à droite, surtout depuis l'élection en 2017 du conseiller fédéral PLR Ignazio Cassis, un libéral plutôt radical.

La bonne santé des Verts se lit sur leur courbe ascendante. Ils ont conquis des mandats dans les parlements cantonaux et pourraient être les grands gagnants en automne. Certains partis leur font déjà les yeux doux en leur promettant un siège au Conseil fédéral, au détriment du PDC.

Les centristes font grise mise, les libéraux sont en pleine forme

Le PDC, la plus ancienne formation politique au centre, n'est pas au mieux de sa forme. Cela fait longtemps que le parti perd des voix au niveau national. Sous l'égide d'une nou-

velle direction, il cherche à réaffirmer ses racines chrétiennes et conservatrices depuis trois ans ainsi qu'à lancer un débat sur les valeurs de l'islam. Jusqu'à maintenant, ce positionnement n'a pas permis de stopper la tendance à la baisse, comme le montrent le baromètre électoral et les pertes de sièges dans les parlements cantonaux. À cela s'ajoute la concurrence au centre du PBD et des Verts libéraux qui cherchent à attirer les voix des électeurs. Cependant, le PDC est resté un parti influent au sein des gouvernements cantonaux et au Conseil des États.

Pour le PLR, le début de l'année électorale est plutôt prometteur. Le changement de stratégie amorcé en 2015 s'est poursuivi. Et depuis, aucun autre parti n'a gagné autant de sièges dans les parlements lors d'élections cantonales. Le baromètre électoral prédit également des suffrages en hausse. Selon les sondages, les électeurs font confiance à ce parti pour résoudre les problèmes importants, tels que la relation à l'UE. Le PLR semble avoir réussi à se détacher de son image de copinage économique. La direction du parti ne peut donc pas se réjouir de voir des «politiciens d'exécutif» romands soupçonnés d'avoir reçu de l'argent en échange de faveurs (cf. page 31).

Nouvelle génération

En marge des partis enracinés, la nouvelle génération intervient spontanément sur la scène politique en mettant à profit son agilité numérique. C'est le cas du mouvement *Operation Libero*, créé par de jeunes libéraux favorables à une Suisse ouverte sur le monde, qui attaque l'UDC sur tous les canaux avant certains scrutins. Elle contribue également à l'accélération de processus politiques lents. Lorsque le Conseil fédéral a voulu assouplir les critères pour l'exportation d'armes vers les pays en guerre civile, la pétition lancée en ligne en faveur d'une initiative populaire a recueilli, en l'espace de deux jours, le soutien de tant de citoyens indignés que le gouvernement a dû annuler sa décision. C'est également de cette manière qu'a été organisé le premier référendum sur Twitter: trois citoyens y ont lancé une collecte de signatures contre la surveillance des assurés par des détectives. La révision de la loi a été très rapidement soumise au vote du peuple. C'est la première fois en Suisse qu'un référendum a recueilli autant de signatures malgré l'absence de parti et d'organisation financière.

«La démocratie directe apaise les tensions»

Dans neuf mois, on votera en Suisse. Interview du politologue Michael Hermann sur la fin de certains tabous, la «cohésion interne» et l'état de la démocratie suisse.



Le bernois Michael Hermann est un des observateurs politiques les plus pointus de Suisse. Géographe et politologue de formation, il dirige le centre de recherches Sotomo à Zurich. Photo: R. Ruis